

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

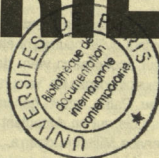
ISSN 0026-9433

8 AU 14 DÉCEMBRE 1994

N° 978

10,00 F

## POUR UNE ALGÉRIE SANS TYRANS



ML 980... 12 pages  
dont un cahier  
(4 pages)  
international  
fait en collaboration  
avec  
« UMANITA NOVA »  
(hebd de la FA italienne)

**Ni islamisme, ni terrorisme d'Etat,  
ni capitalisme...**

**solidarité internationale des travailleurs !**

**L**A VIOLENCE, la mort endeuillent chaque jour les masses d'Algérie. L'agresseur est vite montré du doigt, conquis, par les pouvoirs et les médias. Certes, l'horreur du FIS et des islamistes n'est plus à démontrer, la quête du pouvoir et l'obscurantisme jonchent leur parcours de cadavres. Mais le Front de libération nationale (FLN), son idéologie et ceux qui furent ses alliés ont une lourde part dans l'essor du FIS.

Le FLN a d'abord été l'instrument de la lutte de libération, et l'islam était le ferment de cette lutte et du nationalisme algérien ; d'ailleurs, Abassi Madani (leader du FIS) dit être le porte-parole de ceux qui veulent faire aboutir la révolution de 1962. Le FLN n'était que la continuation de l'œuvre d'Abd el-Kader, qui, suite au traité de La Tafna (le 30 mai 1837), édifia avec l'aide des tribus arabes et des troupes régulières un Etat fondé sur l'islam, dirigé par des nobles d'origine religieuse et appela à la guerre sainte (jihad). Plus tard, en 1845, la guerre reprit dans les régions pacifiées à l'appel des *mahdi* (restaurateurs prédestinés de l'islam). Le mouvement religieux et nationaliste des Ulamâ, fondé en 1931 par cheikh Ibn Bâdis (qui avait à la fois un programme religieux et politique et dont le slogan était : « L'Algérie est ma patrie, l'arabe est ma langue, l'islam ma religion »), a été repris par l'Etat algérien et utilisé par le FLN dans sa propagande, durant des années. C'est ce même FLN qui, dans la Charte nationale, proclame que l'islam est religion d'Etat et que « l'édification du socialisme s'identifie avec l'épanouissement des valeurs islamiques ». C'est encore le FLN qui crée en 1966 un conseil supérieur islamique. Et c'est à partir de 1968 que l'Etat prend en charge les séminaires sur la pensée islamique. Dès 1976, le vendredi, jour saint, devient jour férié, et à partir de cette même année les paris et la vente d'alcool aux musulmans sont interdits.

En 1984, le parti unique institue le Code de la famille, et ouvre l'université des Sciences islamiques, dont le recteur n'est autre que Mohamed Ghazali, idéologue égyptien des Frères musulmans. L'islam est donc loin d'être un phénomène nouveau en Algérie, et le FIS loin d'en être sa seule expression.

Dans Alger à feu et à sang, en octobre 1988, le Président Chadli, dépassé par les événements, va stratégiquement chercher des interlocuteurs pour imposer le dialogue et calmer le peuple. Il va choisir les islamistes, qui représentaient si peu les émeutiers. Mouloud Hamrouche, premier ministre en octobre 1988, affirma en avril 1990, dans un entretien privé : « Si on n'avait pas pris la décision de le reconnaître [le FIS], nous ne serions plus là. Le FIS aurait mis tout le monde à la rue » (1).

(suite p. 5)



A Marseille, le 15 octobre : les femmes algériennes se dressent contre le tournement. Photo Boris Horvat/AFP.

## Contrôle social : la nouvelle donne

**De la « lutte contre l'exclusion » aux référendums,  
l'Etat à la recherche d'un nouveau consensus**

Deux articles de la FA de Lyon mettent en lumière le contrôle social dont l'Etat nous « gratifie ». Voici le premier volet de cette étude, qui sera suivi, la semaine prochaine, d'un second faisant un historique des politiques de sécurité et de la notion sécuritaire.

**L**E CONTROLE IDÉOLOGIQUE — Pour le capitalisme, l'oppression n'est pas une fin en soi : s'il est besoin de le rappeler, le but du système capitaliste, c'est d'exploiter. Pour cela, il doit se coupler à un système institutionnel et idéologique dont la finalité est de faire accepter cette exploitation, en aliénant les individus, politiquement et intellec-

tuellement. Pour assurer la sécurité de l'ordre social actuel, l'Etat n'est donc pas forcé d'utiliser systématiquement la force armée. Avant d'y recourir, il lui est beaucoup plus économique de jouer la carte de la manipulation idéologique.

Si l'on ne peut faire un tour d'horizon exhaustif des leurres utilisés par les différents pouvoirs

politiques, économiques ou religieux, nous relèverons que l'un des faits marquants de cette dernière décennie fut l'apparition, dans le discours dominant, d'une tentative pour imposer, à travers la notion d'« exclusion » et le concept de société duale, une nouvelle lecture de l'univers social.

**Le modèle de l'« exclusion »** — Le thème de l'exclusion est aujourd'hui à la mode. Tout le monde en parle : le gouvernement, les partis, les syndicats, les intellectuels, les journalistes, les publicitaires et même les patrons (cf. l'initiative de Martine Aubry des « chefs d'entre-

prises contre l'exclusion »)... Bien évidemment, le fait que des millions de personnes soient durablement mises à l'écart du monde du travail est un constat qui ne peut être nié. Mais à ce compte-là, on pourrait aussi dire que toute inégalité est une « forme d'exclusion » et que le capitalisme fonctionne à coup d'exclusions : les ouvriers sont exclus, entre autres choses, des centres villes ; les fils d'ouvriers sont, dans leur grande majorité, exclus des universités et des grandes écoles... Cependant, la rhétorique de l'« exclusion » ne veut pas simplement signifier « inégalités » et « privations », elle est beaucoup plus perverse. Elle vise à établir une nouvelle frontière symbolique, idéelle, qui séparerait la majorité des « inclus » d'une minorité d'« exclus ». Les premiers doivent donc se satisfaire de leur sort : « il y a toujours plus malheureux que vous » ; les seconds doivent être « réinsérés », « réintégré », « recyclés » ! Ainsi, salariés « normaux » (?) et patrons seraient tous dans la même galère. Il n'y aurait plus de conflits de classes mais seulement le problème de ceux

(suite p. 6)

T 2137 - 978 - 10,00 F



FPP 2520

UNE ÉCOLE DE LA PENSÉE - UN ART DE VIVRE

# L'individualisme anarchiste

IL N'EST DE TERMES plus mal compris que ceux dont on a cherché à en défigurer le sens, quitte à les redéfinir de manière sectaire et partisane, au point d'occulter de la mémoire collective leur signification objective. « Comme le mot anarchie, le mot individualisme en est victime. » (1)

L'individualisme anarchiste est une synthèse de conceptions qui parlant de l'individu vise au développement de son identité, à l'épanouissement de sa personnalité. Comme dit Socrate, il commence par la connaissance de soi-même afin de savoir : ce que je suis, ce que je peux et ce que je veux. Il permet à chacun d'œuvrer selon sa conscience, dans le plaisir d'être et d'agir harmonieusement avec son cœur, son corps, sa raison et sa volonté, et non seulement pour son bien-être mais dans le souci d'une réciprocité étendue à la somme des hommes et des femmes qui composent la société

« La philosophie individualiste se plie à toutes les variations individuelles, celles-ci ayant pour mobile l'intérêt que l'individu attache aux faits et aux choses et pour régulateur la puissance dont il dispose. Elle instaure par cela même une harmonie naturelle, plus vraie et plus durable que l'harmonie factice et toute superficielle due aux religions, aux morales dogmatiques et aux lois, forces de ruse, aux armées, aux polices, aux bagnes et aux échafauds, force de violence, dont disposent les autoritaires... L'individualisme ne se meut que dans le domaine du réel. Il rejette toute métaphysique, tout dogme, toute religion, toute foi. Ses moyens sont l'observation, l'analyse, le raisonnement, la critique, mais c'est en se référant à un critérium issu de soi-même, et non à celui qu'il puiserait dans la raison collective en honneur dans le milieu, que l'individualiste établit son jugement. L'individualisme répudie l'absolu, il ne se soucie que du relatif. Enfin, il place l'individu, seule réalité vivante et unique, capable d'autonomie, comme centre dans tout système moral, social ou naturel. » (2)

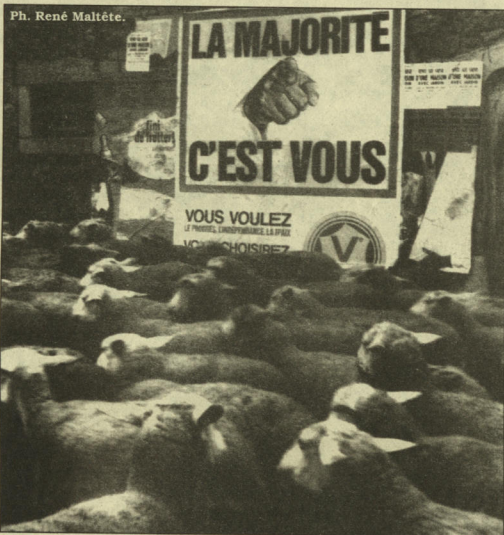
## CE QUE JE SUIS

« Dans la société actuelle, il existe un "contrat social". Je n'ai pas été appelé à en discuter les termes. Je ne l'accepte pas. Même quand une clause m'est favorable. Ce contrat, on me l'impose. Selon les circonstances, j'en dénonce l'arbitraire. Je lutte pour son abolition. Faible, j'emploie la ruse. En attendant que plusieurs faiblesses s'unissent, pour refuser la reconnaissance des "lois", je débouïs seul, en évitant le gendarme, le juge, le soldat. Ce contrat unilatéral est basé sur la Force ou le Sophisme. Sa seule réalité réside dans l'ignorance des individus à qui on l'impose. Ceux-ci étant de

beaucoup le plus grand nombre, il est évident qu'ils pourraient être la force. Leur acceptation vient de ce qu'ils n'examinent pas les "valeurs sociales" : Dieu, Patrie, Intérêt général, etc. : et les Lois qui en découlent : Morale ; Service Militaire, guerre ; Propriété, paupérisme moral et matériel. Aussi la forme principale de résistance et de lutte des individualistes à ma façon, porte-t-elle sur la provocation à l'examen. Montrer le mensonge des termes, le sophisme des raisonnements, c'est saper l'organisation imposée. Tendre les esprits vers la recherche des contrats libres et

haut que leur petite personnalité" et qu'ils disent carrément que "le bon citoyen doit subordonner son intérêt personnel à l'intérêt général" (à l'intérêt de La Société, de La Patrie, etc.). Mais cherchez ce que dissimule cet "intérêt général" : les intérêts particuliers des maîtres, de leurs prêtres et autres valets associés dans l'État. L'État n'est qu'une ridicule église où l'on dit des messes à la « raison collective », l'État est encore une "association de malfaiteurs". » (4)

« Contre un marché de dupes, l'individu se doit, par la révolte, de sauvegarder sa part humaine au



préparer la rupture définitive, violente ou non du contrat autoritaire, telle est notre propagande. En résumé : Hors l'autorité, vivre le plus intensément possible, tout de suite, aujourd'hui ; et préparer pour demain un terrain plus riche en expériences. » (3)

« Le sacrifice de l'individu au fantôme Société s'obtient par un de ces bluffs qui nécessitent chez la victime un "poirisme" absolu : il consiste dans la "subordination de l'intérêt particulier à l'intérêt général". L'intérêt général — abstraction — ne devrait jamais être en discordance avec les intérêts particuliers, dont il devrait être l'exacte expression dans un monde bien organisé ; mais en ce cas il serait inutile de l'invoquer. L'intérêt général est donc un mensonge : il n'existe que des intérêts particuliers. Admettons cependant un instant son existence. Il y a bien actuellement divergence entre le prétendu intérêt général invoqué pour obtenir le sacrifice de l'individu — et l'intérêt de celui-ci. Une preuve de cette vérité repose dans ce fait, que les moralistes enseignent aux individus à "voir plus

devenir. Et l'anarchiste est avec lui — de par ses revendications primordiales — qui ne renonce pas à exercer l'autorité pour la subir et pour qui les méfaits qu'il dénonce dans l'individu ne deviennent jamais des vertus parce que transposées dans le social ; l'anarchiste qui, se refusant (à l'invocation de tels considérants : sentimentaux, intellectuels, éthiques, etc., ou de leur coalition) à tourner contre autrui l'oppression, ne peut de quiconque en tolérer l'exercice. Car s'il est « naturel et bienfaisant qu'un être, qu'un individu, ait à la fois une vie intérieure dont il est maître souverain, absolu, et une vie extérieure qu'il harmonise avec celle de ses semblables ; et qu'il unisse ses énergies à celles de ses semblables pour triompher avec moins d'efforts des résistances des choses, il n'est ni naturel ni bienfaisant qu'il abdique la maîtrise de lui-même, soumette sa personnalité non pas seulement à une autre, mais à une collectivité. » (5)

« Si la société correspond sensiblement au degré de développement des individus, à leur niveau intellectuel et

moral, au point qu'on a pu dire : tels hommes, telle société (ou inversement), il n'en est pas de même des régimes économiques, des systèmes qui sont la superstructure, souvent parasitaire, du social et qui semblent en favoriser — mais plus encore en paralyser — l'évolution. La société traduit dans l'ensemble (mœurs, opinions, manifestations de sociabilité, etc.), sinon les désirs obscurs des individus et leur intime accordance, au moins leur consentement et leur globale adaptation. Adhésion en quelque sorte passive cependant, pour la plupart, et, somme toute, superficielle, expression encore d'un "mensonge conventionnel", approbation, presque toujours exclusive d'un choix volontaire, d'individus acquiesçant dans l'obscurité de leur ignorance et sous la confuse astreinte d'immédiates nécessités. Quant aux systèmes sociaux, qui ont dans l'État, dans les gouvernements leur quintessence autoritaire, ils servent (c'est le cas général) les intérêts des minorités privilégiées et ne doivent leur empire qu'au subterfuge et à la force...

Concrètement, les effets de ce constat et de son emprise sur l'individu prennent leur racine dans ce qui nous a construit depuis la petite enfance. Il n'est donc pas tant nécessaire de jeter un regard sur le passé que d'analyser l'éducation reçue et donc les préjugés qui ont forgé notre personnalité. Les "idées reçues", l'emprise sentimentale exercée par le biais de la morale, des principes ou des religions, le vocabulaire employé, les attitudes mêlées aux habitudes, sont un carcan qui façonne entre autre un profil si différent entre l'homme et la femme qu'il ne leur reconnaît pas une équivalence de droits et capacités au travers de leur différence. Au contraire, ils se trouvent l'un, l'autre, prisonnier d'un rôle appris qui laisse peu de place au libre développement de leurs aspirations.

Le conformisme social est une réalité qui prend forme au quotidien dans des gestes simples qui ne sont pas anodins et qui reflètent souvent notre incapacité à changer en nous-mêmes ce que nous avons intégré inconsciemment. On ne peut s'acheminer vers plus d'autonomie et de respect si l'on doit attendre de l'autre qu'elle fasse la vaisselle ou change les couches de bébé, qu'il répare la prise électrique ou gronde les petits. Les sentiments de supériorité, compétitivité et domination exacerbés chez les garçons comme ceux de frivolité, maternage et passivité chez les filles justifient un culte de la virilité comme de la féminité qui, entretenus au travers des médias et des préjugés sociaux, favorisent le maintien et l'acceptation d'inégalités sociales et économiques que subissent les femmes et les hommes. Être soi, se découvrir, nécessite de pouvoir s'exprimer sans peur et sans reproche, quitte à tout remettre en cause afin de libérer le sens critique pour développer le libre arbitre. C'est ce qui m'a fait qui m'a amené à ce que je suis et c'est ce qui dicte ma raison et mon cœur qui me construit aujourd'hui.

## CE QUE JE PEUX

Individu et société se présentent dans la vie (c'est-à-dire par-delà le problème des origines et des légitimités) comme deux contraires — autant qu'il puisse exister des contraires hors de l'absolu — qui s'attirent et se pénètrent, et leurs confrontations accusent des interdépendances conti-

nuelles et de multiples apports réciproques. Et, dans le groupe social, l'individu — en fut-il la cellule initiale — apparaît comme quelque Prométhée condamné à trouver sa grandeur au sein des forces à son sort enchaîné... L'individualisme qui trouve en l'anarchisme ses principes et ses garants n'est pas ce scepticisme qui, pour sauver l'individu du relativisme social, pour l'arracher à ses limitations, le précipite, en un irréalisme de fait, dans cette non-existence en laquelle se résorbe l'entité... Sentir en soi vibrer autrui, ce n'est pas se réduire aux médiocrités ambiantes, ramener ses aspirations aux horizons menus de l'environ. La notion intelligente du social est tout l'opposé du renoncement. Elle n'implique qu'un minimum d'acceptation et comporte la révolte avertie et constante contre le *statu quo* stagnant. » (6). Il n'y a pas de solutions toutes prêtes. Il y a des moyens, et pour commencer notre volonté d'être et d'agir autant envers soi que vis à vis d'autrui.

Comme le précisait Charles-Auguste Bonterps : « L'individualisme social... n'en est pas moins accessible à tout esprit ouvert, fut-il de peu de savoir. Il est par contre interdit à tout esprit médiocre, fut-il fort instruit. S'il est nécessaire que l'anarchisme soit enseignant par la culture de quelques uns, il est mieux encore qu'il le soit par l'exemplarité de tous. On vient à lui de spontanéité. On s'en écarte ou l'écarte lorsque manque une conscience sûre de la grandeur du "moi", un moi dont les inclinations fraternelles ne l'emportent pas aux dépens de la dignité. »

Notre Individualisme anarchiste ne ressemble en rien à l'égoïsme étroit du bourgeois.

« Le soi-disant individualisme des bourgeois, qui n'est que le pur et simple antiétatisme du petit rentier ou du paysan averse suscité par la note du percepteur, cependant motivée par les nécessités du maintien de leur société : la société capitaliste ; ou l'antiétatisme de l'industriel grommelant devant un procès-verbal de l'inspecteur du travail dressé contre lui parce qu'il se fout comme de sa première chemise de la sécurité de ses ouvriers, ses esclaves — ce prétendu individualisme, avec sa panacée "concurrence", voire "libre concurrence", son hypocrite formule de "laissez faire" et son ablation du cœur de l'individu, voire de son cerveau, me fait l'effet d'une doctrine d'épiciers basement égoïstes... »

Quel non-sens ou quel hypocrite méfait n'est-ce pas, par suite, de façonner les individus pour la société au lieu de faire la société pour les individus ? Ne pouvons-nous, individus, remplacer l'État par nos libres associations ? A la loi générale, collective, ne pouvons-nous substituer nos conventions mutuelles, révocables dès qu'elles sont une entrave à notre bien-être ? Avons-nous besoin des patries parcelaires qu'ont faites nos maîtres, alors que nous en avons une plus vaste : la Terre ? » (7)

« Si les conditions sociales permettaient le développement complet des individus, ce développement intellectuel, artistique et idéaliste suffirait, mieux que toutes les polices, à assurer par l'individu lui-même le refrenement de ses appétits dommageables à autrui... On me dira que la culture n'empêche pas beaucoup les gens de se montrer féroces pour autrui, quand il s'agit de leurs intérêts. Nous en avons de nombreux

exemples. Mais je répète que la concurrence et l'arrivisme sont la cause actuelle de cet égoïsme. Dans la société actuelle, les rapports humains sont fondés sur le mercantilisme. » (8)

« D'autre part, si la ploutocratie (9) a besoin, pour lutter et s'accroître, de ce « mal nécessaire » qu'est certaine instruction des humbles, elle sait où l'entraîne ce don périlleux. Et elle s'attache à le limiter à l'indispensable. Dès lors, « le but de l'éducation est de prévenir l'originalité et de réduire l'exception... Elle s'efforce de faire triompher les ressemblances sur les différences » (Palante). Qu'il s'agisse de « l'éducation mnémotechnique » (le passé envahissant la vie par les chemins de la mémoire), de « l'éducation intellectualiste » (par l'instruction, cette momification de la connaissance, cette ivraie de la culture, alourdissement des dogmatismes sociaux), de « l'éducation mécanique » (par le « dressage social des réflexes », inhibition des réactions contraires au milieu), la conjonction de tous les mouvements de l'éducation générale se fait dans le plan de l'obéissance et du respect. Elle moralise les masses sous le signe de « l'ordre établi », façonne l'individu aux volontés du groupe, fixe en lui ou elle la passivité, met son poli justificatif aux vertus de « l'homme-machine » (10) et de la femme esclave.

« Que d'une part, la domination se relâche, qu'un instant l'appareil répressif s'avère impuissant à maintenir les individualités spoliées, ou que, d'autre part, la notion d'une plus complète individualité s'éveille en l'esprit des opprimés/és, que le savoir les pénètre, que la peur les abandonne, et la ruée des besoins comprimés aurait tôt fait de disloquer ce corps d'iniquité. Mais les étapes d'une telle révolte (qui, sans conscience, serait sans lendemain), mais les ébauches subséquentes ne nous intéressent que si à mesure elles ouvrent le chemin de leur vie propre à un plus grand nombre d'individus. Et c'est comme fonction de cette délivrance — délivrance matérielle, intellectuelle, morale, etc. — que les mouvements sociaux, même restreints, et les sociétés nouvelles appellent notre chaleureuse attention, notre aide au besoin, et qu'une éducation préparatoire en doit orienter, dans le sens de nos espérances, les déterminantes. Mais « c'est bien la lutte contre tout pouvoir officiel qui nous distingue essentiellement, nous anarchistes ; chaque individualité nous paraît être le centre de l'univers, et chacune a les mêmes droits à son développement intégral, sans intervention d'un pouvoir qui la dirige, la morigène ou la châtie ». (11)

« Qui de vous, disait Elisée Reclus, qui de vous, dans son âme et conscience, se dira le supérieur de son voisin et ne reconnaîtra pas en lui son frère et son égal ? A quel étalon se rapporte l'éfrite ? Où en sont les attributs immuables ? ». Quel handicap prive l'homme de tendresse pour l'empêcher de s'occuper d'un enfant aussi bien qu'une femme ? Quel handicap prive la femme de gâcher du mortier quand est si hypocritement reconnu « en temps de guerre » son utilité pour assurer le travail des absents ?

« A nos yeux, la terre est faite pour être utilisée, librement et également par tous ceux qui y vivent... C'est un organisme économique unique, un entrepôt unique de richesses naturelles, un atelier unique où ont un

égal droit de travailler tous les hommes et toutes les femmes. » (12)

## CE QUE JE VEUX

« L'anarchie cherche le plus complet développement de l'individualité, combiné avec le plus haut développement de l'association volontaire sous tous ses aspects, à tous les degrés possibles, pour tous les buts imaginables : association toujours changeante, portant en elle-même les éléments de sa durée et revêtant les formes qui, à chaque moment, répondent le mieux aux aspirations multiples de tous. Une société enfin à laquelle les formes préétablies, cristallisées par la loi répuent ; mais qui cherche l'harmonie dans l'équilibre, toujours changeant et fugitif, entre les multitudes de forces variées et d'influences de toute nature, lesquelles suivent leurs cours et, précisément grâce à la liberté de se produire au grand jour et de se contrebalancer, peuvent provoquer les énergies qui leur sont favorables... »

« ...Plus nombreuses seront les réalisations originales et volontaires, et plus se défendra dans le cadre commun, la liberté générale... Copier, opiner, c'est végéter : nous voulons vivre, entraînant vers la conscience de leur propre vie le plus que nous pourrions des êtres cotoyés. La foule est un écran et une meule, et c'est à lutter contre ses ténèbres et son écrasement que se conquièrent non seulement les valeurs reuses et claires personnelles, mais les conditions meilleures du milieu. Les individus émergents sont la garantie future du social, non les troupeaux unis comme une mer dormante... »

Si révolutionnaires que nous soyons, ce n'est pas pour substituer, à l'éducation du jour, telle ou telle « éducation révolutionnaire » que nous dénonçons la mainmise sociale sur l'enfance. C'est pour dégager l'enfant, chaque enfant — qu'il soit fils de prolétaire ou de bourgeois — de la chaîne des idées préconçues et de l'antagonisme des grands et mettre à sa disposition, avec la base d'une constitution saine, les éléments d'une vie morale et intellectuelle dont il sera lui-même l'artisan.

Nous sommes, d'où qu'ils viennent, contre tous les procédés de dressage et de conquête. Nous faisons la guerre aux écoles où se distille, artificieusement, le miel frelaté des évangiles, à tous les autres où la jeunesse est au service des doctrines. Nous œuvrons pour une éducation qui s'inquiète des originalités de chacun/e, des aptitudes et du tempérament, qui s'attache, par des méthodes propres à en secourir l'élan, à cultiver, dans les cadres de l'âge, tant d'individualités diverses qui feront l'avenir fécond. Nous voulons entourer loyalement, utilement, le berceau d'un individualisme vrai, positif et profond, grouper toujours plus, à mesure qu'il nous sera possible, des conditions à la faveur desquelles une personnalité s'entrouvre, peu à peu se déploie... nous voulons réaliser l'éducation pour l'individu » (14). De la cette notion du respect qui place chaque homme et femme devant ses responsabilités : c'est-à-dire la prise en charge de soi-même pour accéder à son autonomie et autodétermination. Abolir la dépendance et le parasitisme et promouvoir l'entraide, facteur de complexité pour une plus grande liberté.

« La morale anarchiste s'oppose à la morale religieuse et, au lieu de prêcher le renoncement et la retraite, elle veut la vie, la lutte et le plaisir ? Nous n'avons pas le dégoût de l'existence et

de nous-mêmes, nous voulons vivre d'une vie aussi complète que possible, au moins par nos aspirations... En affaiblissant les individus, en prêchant le renoncement et l'humilité, les religions n'aboutissent qu'à un altruisme impuissant. Je le répète, ce ne sont pas les résignés qui seront capables de se révolter pour autrui... Le sens de la vie pousse les individus, non vers le renoncement, mais vers la jouissance, vers le plaisir sous toutes ses formes. Nulle tyrannie, nulle religion, nulle police ne sont assez fortes pour étouffer ces aspirations. La foule est une réserve inépuisable de forces que la propagande doit s'efforcer de libérer. Cette propagande doit donner aux individus le courage d'oser espérer les aspirations qui leur viennent d'eux-mêmes, de leurs besoins, de leurs sentiments... La propagande n'a qu'à suivre ces impulsions naturelles. Elle doit surtout libérer la dignité individuelle des habitudes d'obéissance et dégager l'idéalisme hors de la médiocrité de la vie quotidienne et des questions d'intérêt... Nous ne serons libérés nous-mêmes que lorsque les autres aussi voudront être libres, lorsqu'une passion révolutionnaire enflammera la masse, non pour la suprématie d'une parti, mais pour la destruction de tout pouvoir. » (15)

« Notre besoin de développement individuel nous amène déjà à une compréhension de la solidarité vraiment humaine. Ce principe de la solidarité a été très bien exposé par Bakounine dans le passage suivant : « Aucun individu humain ne peut reconnaître sa propre humanité, ni par conséquent la réaliser dans sa vie, qu'en la reconnaissant en autrui et qu'en coopérant à sa réalisation pour autrui. » (16)

Ce vaste sujet ne pouvait être présenté sans recourir à la réflexion et l'analyse des camarades qui s'expriment dans l'*Encyclopédie Anarchiste* réalisée par Sébastien Faure, en 1934, et dont sont extraits ces passages qui n'ont rien perdu de leur actualité. Merci à ceux et celles qui revendiquaient hier, comme nous aujourd'hui, l'idéal des anarchistes pour les hommes et les femmes qui peuplent notre terre.

Bien être pour tous ! Liberté pour tous ! Rien par la contrainte... Tout par l'entente libre ! ♦

## HÉLÈNE TALLET

- (1) Raoul Odin : *Encyclopédie anarchiste*, page 988.
  - (2) Manuel Devaldes : E. A., page 993.
  - (3) Aristide Lapeyre : E. A., page 1002.
  - (4) Manuel Devaldes : E. A., page 998.
  - (5) De Lastrade : E. A., page 983.
  - (6) Stephen Mac Say : E. A., pages 982, 983, 986 et 987.
  - (7) Manuel Devaldes : E. A., page 994.
  - (8) Marc Pierrot : E. A., page 989.
  - (9) « Gouvernement par les plus fortunés. » in *Le Robert*.
  - (10) Stephen Mac Say : E. A., page 1008.
  - (11) Stephen Mac Say : E. A., page 984 et 985.
  - (12) W.C. Owen : E. A., page 986.
  - (13) Pierre Kropotkine : E. A., page 982.
  - (14) Stephen Mac Say : E. A., pages 987 et 1009.
  - (15) Marc Pierrot : E. A., page 992.
  - (16) Marc Pierrot : E. A., page 991.
- On lira avec profit :  
 — *Combat pour l'individu*, Palante ;  
 — *Petit manuel individualiste*, Han Ryner ;  
 — *Anarchisme Individualiste*, Emile Armand ;  
 — *L'Individualisme social*, Charles-Auguste Bontemps ;  
 — *Réflexions sur l'individualisme*, Manuel Devaldes ;  
 — *L'individu, la société et l'État*, Emma Goldman ;  
 — *L'Homme comme unité*, G. A. Das-sonville.

## A LA PETITE SEMAINE

### Le naguidechavanne

Du haut de l'Audimat, ce sommet de bêtise, le naguidechavanne, espèce protégée du petit écran proche du sébastiensabatier, affiche désormais une arrogance de parvenu sans cervelle. Quiconque ne goûte en rien la pub, les palettes, le flicaille bon enfant des séries télé et les bavardages des « heures de vérité » se voit aussitôt qualifié d'« intellectuel ». Le mot a d'ailleurs régulièrement servi à dénigrer la chaîne franco-allemande Arte, depuis sa création, pour en faire le temple de l'hermétisme et l'ennui.

C'est ainsi que le naguidechavanne, tête-à-claques analphabète, abrutisseur public grassement rétribué pour l'aide continue qu'il apporte au dévervelage et à la vulgarité, a pu affirmer naguère que pour mieux s'endormir il regardait la chaîne culturelle.

On ne s'étonnera pas que l'animal baille devant le théâtre de Kleist ou de Goldoni, l'évocation du ghetto de Varsovie ou l'œuvre de Stig Dagerman. Inutile de crier au scandale ! Il sursauterait, et il est parfois des réveils tragiques. Car, à ce stade, le sommeil a pour vertu d'éviter au naguidechavanne fier de son ignorance de se découvrir crétin intégral quand il pensait jusque-là que le génie consiste à faire gagner des machines à laver à une poignée de mémères devant un public de beaufs lobotomisés qui applaudissent à la demande.

FLORÉAL

## RENDEZ-VOUS

### CHELLES

Le groupe Sacco-et-Vanzetti organise, le samedi 10 décembre, à 20 h 30, au 1 bis, rue Emilie, à Chelles (près de la gare), une conférence-débat sur le thème : « L'Éducation libertaire ». Cette soirée sera animée par Philippe Lamy, qui abordera les principes anarchistes d'éducation. **Groupe Sacco-et-Vanzetti c/o 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.**

### GRENOBLE

Le samedi 10 décembre, de 14 h 30 à 17 h 30, le groupe Jules-Vallès organise au CDESI, 102, rue d'Alembert, une conférence-débat sur le thème du travail. **Groupe Jules-Vallès c/o AGDIR, BP 161, 38240 Meylan.**

### LYON

Le mercredi 15 décembre, à 21 h, conférence-débat sur l'école Bonaventure à la librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon (Entrée par l'allée).

### POITIERS

A l'initiative du groupe Berkman : conférence-débat « L'Irlande en question », le samedi 10 décembre, à 16 h, salle Timbaud (Maison du Peuple), rue Saint-Paul. Le débat sera animé par un membre de « Solidarité Irlande ». **Groupe Berkman c/o ML Vienne, Le Bourg, 86800 Lavoux.**

### TOULON

Les groupes Nada et Région-toulonnaise de la FA assurent des permanences le mercredi et le samedi, de 15 h à 18 h 30, au local du collectif libertaire « La Commune », 2, rue Francis-de-Pressensé (derrière la mairie). **Tél. : 94.91.26.80.**

### VITRY-SUR-SEINE (VAL-DE-MARNE)

Les sympathisants libertaires désireux de constituer une liaison FA, voire un groupe, sur Vitry-sur-Seine et ses environs peuvent contacter l'Union régionale parisienne de la FA, qui transmettra.

## PSYCHIATRIE et DEVIANCES SOCIALES (POINTS DE VUE ANARCHISTES)



## CONFÉRENCE - DEBAT (ANIMÉE PAR UN PSYCHIATRE MILITANT ANARCHISTE)

LE 9 DÉCEMBRE à 20H30  
au 61, RUE JEANNIN, DIJON

GRUPE DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES LIBERTAIRES

ALGÉRIE

# Les femmes dans la tourmente

L'émission « Femmes libres » a accueilli, sur Radio Libertaire, le 26 octobre, Baya, Algérienne, militante aujourd'hui dans des réseaux de solidarité avec les femmes algériennes.

Nous vous restituons des extraits de cette interview, en particulier ce qui a trait aux femmes.

LA VIOLENCE est actuellement telle qu'il s'agit d'assassinats, de kidnappings, de viols mais rares sont les faits anonymes, et pourtant fréquents, relatés. Depuis un mois qu'ont débutées les tentatives de dialogue du pouvoir avec le FIS, c'est encore plus vrai. Pour exemple, une jeune femme, Salihia, est morte autour du 15 septembre. Mais autant on a parlé du chanteur kabyle, Matoub Lounes ou du chanteur de raï, Cheb Hasni, autant la presse est restée muette sur la mort de Salira : moins connue, certes, mais ayant déjà enregistré une cassette, elle a été battue en tant que femme chanteuse. Autre exemple : il y a quinze jours, une institutrice a été battue dans la salle de classe. Enceinte, elle a perdu son enfant. Des individus étaient entrés dans la classe et lui avaient demandé de se couvrir ou d'arrêter les cours. Elle a tenté de les mettre dehors et c'est pourquoi elle a été battue sauvagement devant ses élèves. Dans la presse algérienne, on n'en parle pas de peur de donner l'impression d'avoir cédé du terrain. Dans la presse internationale, on n'en parle pas parce que ce n'est pas le moment et ça n'intéresse personne...

La situation des femmes a empiré depuis quelques années, notamment après la promulgation par le gouvernement du Code de la Famille en 1984. Les premiers assassinats ont commencé vers 1986. L'une des premières personnes gravement agressées, ce fut une femme de Ouargla qui habitait seule avec ses enfants : on a incendié sa maison et son plus jeune gosse est mort. Les femmes en Algérie ont toujours été appelées à la rescousse dans les situations difficiles : la résistance

## Les femmes soumises aux pressions de la rue

aux invasions, la lutte de libération nationale, chaque fois que les droits de l'homme étaient attaqués. Dans ces moments-là, elles ont bénéficié d'un statut un petit peu meilleur, parce qu'on avait besoin d'elles, en tant que « protectrices ». Ces périodes révolues, les femmes sont de nouveau soumises aux pressions qui existaient bien avant. Jamais, elles n'ont vu la pression de la rue, du quotidien, céder. Même si elles ont eu accès, depuis l'indépendance,

à certaines professions, au travail, à l'éducation, il n'empêchait que dans la rue, l'agression était quotidienne, verbale et physique. Je me rappelle de tout petits enfants de 7-8 ans qui crachaient sur les filles qui passaient : ils essayaient de les toucher, de les agresser, de les tirer par leurs habits parce qu'elles étaient dans la rue. En plein jour ! Ces agressions se faisaient au vu et au su de tous et en particulier sous le nez des policiers de l'Etat algérien qui disaient : « Mais si elles ne veulent pas être agressées, elles n'ont qu'à rester chez elles. »

Les gens qui assassinent en Algérie, aujourd'hui, ne le font pas pour la défense d'une religion. Il s'agit d'un mouvement politique qui utilise l'élément le plus populiste qui soit et donc le plus démagogue. L'utilisation passe-partout de la religion par les intégrismes, dans le monde entier, leur sert à accéder au pouvoir. Il faut aussi rapporter la situation des femmes à la situation sociale dramatique : nous savons toutes que lors des crises sociales, il y a exclusion de ceux qui ne sont pas dans le monde du travail et encore plus des pauvres, des jeunes et des femmes.

Ce qui a attiré mon attention, ces derniers jours, en France, c'est le problème du foulard islamiste. J'ai du mal à avoir une position sur cette question. Ce moyen de pression des groupes politiques intégristes sur une société, et en particulier sur leur propre communauté, est une attitude

communautariste évidente. Laisser les choses s'étendre risque de poser problème à l'ensemble des filles même si elles ne sont pas partie prenante de l'idéologie qu'on veut leur imposer. D'un autre côté, exclure des jeunes filles de l'école, c'est leur couper toute possibilité de recours, toute possibilité de sortir de l'enfermement. Mais j'ai été étonnée

## En quête de solidarité

de voir à quel point ces jeunes filles se mettaient à parler. A défendre une idée qui n'est peut-être pas la leur, certes mais qui peut être une attitude contre la société, contre l'exclusion, une recherche d'identité culturelle, le besoin d'être insérée quelque part, d'exister pour un groupe, que sais-je ? Il n'empêche que les militants intégristes ont fait un mauvais calcul parce qu'en permettant à ces fillettes de s'exprimer face à la presse et en les mettant dans une attitude de refus, ils ne se sont pas aperçus qu'ils tombaient dans un piège : celui de l'apprentissage du refus. Ces gaminettes-là avec des structures leur permettant d'aller au-delà du stade où elles sont actuellement, pourraient éventuellement représenter une opposition au fascisme intégriste.

Contrairement à ce que d'aucuns laissent entendre, ce n'est pas qu'une minorité de femmes des villes et de la nomenklatura qui s'agit pour se défendre. Outre le fait que l'Afrique du Nord n'est pas qu'arabe puisqu'elle est berbérophone, arabophone et francophone, il y a aussi le fait que les femmes en zone rurale ne sont pas voilées. Elles sont habillées de manière fonctionnelle car il n'est pas très pratique de porter le voile quand on travaille aux champs, qu'on s'occupe des bêtes ou qu'on fait des fagots. Leur tenue traditionnelle réside en des cheveux attachés et ceci n'a aucune valeur symbolique ou religieuse. Pour celles, les citoyennes qui portaient le voile depuis toujours, il leur est imposé, actuellement, au lieu du voile blanc d'Alger ou d'Oran à l'ouest, noir à l'est, un voile à l'afghane, à l'iranienne : un voile qui n'est pas le leur, le leur étant absolument interdit. Ou est, dans ce cas, la restauration identitaire ?

Quant à mon engagement, il s'appuie sur deux niveaux : l'un, c'est le Réseau international de solidarité avec les femmes algériennes, le RISFA, regroupant des femmes appartenant ou non à des mouvements politiques mais ayant l'envie de se retrouver sur des projets de

solidarité précis ; l'autre c'est une association, Femmes et développement en Algérie (FEDA), dont l'objectif est essentiellement économique afin que la lutte des femmes en Algérie s'oriente vers l'autonomie financière, vers la participation à la construction économique et à la vie publique. Qu'elles puissent prendre en charge leur survie en participant au développement économique de leur pays. Ce dont nous avons besoin en ce moment, c'est de projets qui soient viables et avec des correspondantes. Un de nos projets est bâti sur l'idée de jumeler une petite ville d'Auvergne, siège d'une fabrique de pâtes alimentaires, avec une ville des hauts plateaux, de même altitude. Nous envisageons un échange de savoirs faire puisqu'en Algérie, existe une tradition de pâtes alimentaires mais aucune habitude d'exportation dans ce domaine.

En guise de conclusion, je voudrais relater un dessin de Dilem, dessinateur humoriste algérien : un démocrate se présente à un guichet de préfecture en France et il demande s'il peut obtenir un titre de séjour. La guichetière lui répond : « Ramenez un certificat de décès, on verra après ». Il est clair qu'on ne règlera pas le problème de l'Algérie par un dialogue entre le pouvoir en place et les mouvements intégristes mêmes modérés. La solidarité doit pouvoir s'exercer par la pression sur les institutions. Les citoyens français pourraient nous aider en participant à tout ce qui est tenté de l'autre côté de la Méditerranée mais aussi sur place, nous permettre de pouvoir nous reposer quelque temps, de pouvoir s'absenter du pays où nous sommes en perpétuel risque. ♦

« FEMMES LIBRES »  
(animée par Nelly Trumel  
Retranscription assurée  
par Hélène Hernandez -  
gr. Pierre-Besnard)

RISFA  
BP 396  
75526 Paris cedex 11

Pluri-Elles Algérie  
21 ter, rue Voltaire  
75011 Paris

FEDA  
(le siège est en Algérie)  
Antenne en France :  
(1) 47. 40.04.62.



(suite)  
Se s  
islam  
1989  
Da'w  
justi  
exist  
entr  
pacif  
trans  
asso  
1989  
Badis  
fidèle  
de la  
les é  
élite  
plein  
trouv  
emplo  
à l'éli  
fidèle  
du lun  
réver,  
partici  
et édif  
Le F  
ments  
référé  
idéolog  
musul  
Wahha  
d'Arabi  
Abû af  
SU  
E  
av  
L E 2  
L ad  
les « se  
naliste  
déchiru  
dans c  
Yougosl  
le cong  
plein s  
habitan  
nettoy  
ceux q  
Tuzla,  
Herzég  
mineur  
1984-19  
habitan  
leur so  
quand i  
salaire  
camara  
alors cr  
qui a p  
réciproq  
Depuis  
suédois,  
rement

# Pour une Algérie sans tyrans

(suite de la « une »)

Se sentant légitimé par le pouvoir, les islamistes vont alors fonder, début 1989, la Ligue de la Da'wa (*Rabitat al-Da'wa*, la Prédication), alors que jusqu'ici les seules « structures » existantes étaient des groupes qui entretenaient un prosélytisme pacifique, les associations pour la transmission de la prédication et les associations de charité. En mars 1989, naîtra le FIS à la mosquée Ben Badis de Kouba. Ses premiers et plus fidèles partisans sont recrutés au sein de la petite bourgeoisie, apeurée par les émeutes d'octobre 1988, nouvelle élite frustrée dont les membres ont plein de diplômes en poche mais ne trouvent pas de travail car tous les emplois sont réservés prioritairement à l'élite FLN. Ses premiers et plus fidèles partisans sont également issus du lumpenproletariat, que le FIS fait rêver, et auxquels il propose un but : participer à l'assainissement du pays et édifier la République islamique.

Le FIS, comme tous les mouvements islamiques, trouve ses références chez Sayyid Qutb, idéologue de l'association des Frères musulmans ; Mohamed Ibn al-Wahhab, idéologue wahhabite d'Arabie Saoudite ; l'Indo-Pakistanaï Abû al-'alâ'-al-Mawdûdî et Khomeyni.

En juillet 1991, le Majlis ech Choura (comité central) change de main ; les vainqueurs sont les partisans de la Djéz'ara, un courant algérianiste (par opposition aux salafistes, partisans du mythe du retour au califat et à la cité idéale du Prophète), qui a persuadé la direction du FIS de jouer le jeu électoral.

Aujourd'hui, après la libération, le 6 septembre 1994, des cinq principaux dirigeants du FIS, qui avaient signé une lettre adressée à Liamine Zerouale (le Président) en même temps qu'aux dirigeants des cinq partis du « dialogue national » où ils affirmaient leur « refus d'entamer des négociations de l'intérieur de leur prison » et qu'ils étaient « prêts à trouver une solution radicale et globale à la crise qui secoue l'Algérie » et réaffirmaient « l'exigence catégorique que la branche armée du FIS soit associée aux négociations » (2)...

Aujourd'hui, donc, après cette libération, il semblerait que le pouvoir soit prêt à partager le gâteau avec le FIS, ceci en ayant l'appui de la France (le quotidien saoudien *Al Hayat* du 25 octobre 1994, citant des sources françaises, a affirmé que Jean-Charles Marchiani, conseiller de Charles Pasqua, a rencontré, le 21 octobre, les président et vice-président du FIS

ainsi que d'autres de ses membres, ainsi que des militants de l'Armée islamique du Salut, ex-MIA). Le dialogue est également encouragé par les Etats-Unis, puisque selon le responsable des questions terroristes au Département d'Etat américain, l'administration Clinton incite le gouvernement algérien à « prendre une véritable initiative démocratique pour réactiver le processus électoral », ce qui en termes clairs veut dire qu'il faut négocier. Ce même responsable affirmait que « l'administration Clinton ne voit aucun signe permettant de dire que le FIS est impliqué dans des actions violentes en Algérie ». Oubliées donc les 538 écoles (4) parties en fumée et dont la destruction est revendiquée par l'AIS. Oubliés aussi les 1 800 morts officiels, depuis le début du combat des chefs. Une fois de plus, l'internationaliste capitaliste se fout du sort réservé aux populations, pourvu qu'il y ait un régime stable (sa couleur important peu !) et que l'on puisse commercer.

Avec ses 21,5 millions d'habitants, un taux de croissance de 3,2% par an, une dette extérieure de 26 milliards de francs à propos desquels l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) a pour objectif de « savoir gérer le réajustement politique et

social » (5), c'est-à-dire de faire payer aux travailleurs la gestion capitaliste intérieure et étrangère... les manifestations contre l'intégrisme sont nombreuses et font souvent descendre dans la rue, côte-à-côte, prolétaires et bourgeois, qui nient ainsi l'existence de classes aux intérêts antagonistes (de même qu'en France, au nom de l'anti-lepénisme, on devrait voter à gauche « même si c'est vrai qu'elle est pourrie »). Il en va de même pour la revendication du tamazight (la langue berbère), qui tente d'unir le patron et son ouvrier au nom d'une culture commune ou encore du mouvement féminin RAFD, dont la porte-parole Zagi Sadou tient les propos suivants : « Il faut un Etat fort » (6). Il faut que chacun sorte de son pré carré.

« Là-bas » comme ici et ailleurs, mêmes patrons, mêmes chefs, même combat. Ce qu'il faut, c'est une révolution radicale et globale ! ♦

YANN-KARIM  
(gr. Makhno - Saint-Etienne)

- (1) *La Poudrière algérienne*, P. Devoluy et M. Duteil, éd. Calman-Lévy.
- (2) et (4) *Jeune Afrique* n° 1758 du 15 au 21 septembre 1994.
- (3) *Courrier international* n° 189 du 16 au 22 juin 1994.
- (5) *El Moudjahid* du 1<sup>er</sup> juin 1994.
- (6) *Le Matin* du 25 octobre 1994.

PARIS  
MANIF DE SOUTIEN  
AU PEUPLE ALGÉRIEN

## Un après-midi à facettes

Le samedi 3 décembre, de nombreuses organisations à finalité plus ou moins ouvertement politique ont appelé leurs membres et sympathisants à venir manifester leur soutien aux démocrates algériens en défilant de République à Nation.

Tiède manifestation regroupant moins de monde qu'on aurait pu le croire... Le temps ne s'y prêtait pas et la majorité des associations est loin d'être claire à propos de l'Algérie tant ce sujet heurte encore avec violence la mémoire de leurs membres. Mais, je laisse à d'autres plus qualifiés le plaisir de faire un état des lieux.

De notre côté, ce ne fut pas plus réjouissant en terme de mobilisation, du moins en début de manif. Il faut dire qu'à 14 heures, place de la Bourse, certains de nos militants et sympathisants avaient répondu à l'appel de la Coordination des sans-abri (CDSA) et ne purent nous rejoindre qu'en fin de parcours.

Coincés en début de manif entre les syndicalistes de la CNT et Alternative Libertaire, dont la chorale très disciplinée n'était pas sans rappeler par bien des côtés la LCR des années 70/80, nous eûmes l'heureuse surprise de voir notre groupe s'accroître sans discontinuer tout au long du parcours.

Silencieux mais très présents, donc, nous avons poursuivi jusqu'au point de dissolution le parcours d'une manifestation qui ne fera pas date.

On aurait dit que beaucoup de manifestants étaient venus sans espoir de voir la situation algérienne évoluer de manière significative et se résignaient déjà à plus d'autoritarisme et/ou de mysticisme. Beaucoup de monde et peu de bruit... encore un pétard dont personne ne désirait vraiment allumer la mèche, en quelque sorte.

Un de nos compagnons a eu l'honnêteté, en fin de manifestation, de s'en prendre verbalement aux sociaux de service, leur expliquant qu'ils n'avaient rien à faire là, eux qui se réjouissaient, il n'y a pas si longtemps, de voir les bombes onusiennes tomber sur Bagdad ! Mais le service d'ordre de SOS-Racisme ne se fit pas attendre pour venir protéger la banderole de ses petits copains. Certaines des personnes présentes s'interrogeaient à juste titre de ce que personne n'ait songé à les vider de la manif des Républiques... Il faudra y penser la prochaine fois. Moins on est de tartufes, plus on est pris au sérieux. ♦

ALAIN L'HUISSIER  
(groupe La Villette - Paris)

## SUÈDE

# Entraide ouvrière de la SAC avec l'ex-Yougoslavie

LE 25<sup>e</sup> CONGRES de la SAC a adopté une motion accusant les « seigneurs de la guerre nationalistes et chauvins » d'inciter à la déchirure et à une guerre cruelle dans ce qui fut autrefois la Yougoslavie. Dans le même temps, le congrès de la SAC déclarait son plein soutien à ces « courageux habitants » qui refusent le nettoyage ethnique, et parmi eux ceux qui vivent dans la ville de Tuzla, dans le nord de la Bosnie-Herzégovine. Durant la grève des mineurs de charbon anglais de 1984-1985, les mineurs et les habitants de Tuzla manifestèrent leur solidarité internationale quand ils donnèrent un jour de salaire par mois pour leurs camarades britanniques. Il s'est alors créé Workers'Aid, initiative qui a pour but de rendre la réciprocité à cet acte de solidarité. Depuis 1983, les syndicalistes suédois, avec d'autres, ont financièrement et pratiquement approu-

onné les habitants de Tuzla avec, entre autres choses, de la farine et de l'huile de cuisine. L'idée fondamentale était de renforcer la communauté civile en stimulant la production locale plutôt qu'en fournissant des produits finis.

La SAC soutient pleinement le travail volontaire que Workers'Aid a mené à bien, et qui a si bien réussi puisque sept convois de camions ont rejoint Tuzla. Depuis le congrès de juin d'autres convois sont parvenus au Syndicat des mineurs de Tuzla. Le Workers'Aid suédois fait partie d'un réseau international : « International Workers'Aid » (Entraide ouvrière internationale), qui a également ouvert un bureau et un entrepôt à côté de Split, en Croatie.

Depuis mars, plusieurs tonnes de vivres et de produits de première nécessité ont été envoyés en Croatie. Et depuis avril, les convois ont été régulièrement acheminés

jusqu'à Tuzla. Des syndiqués de la SAC et d'autres syndicats d'autres pays ont pris soin du transport jusqu'à Tuzla, ainsi que de sa gestion en Croatie. Des groupes de soutien à Workers'Aid sont apparus dans une dizaine de villes suédoises. Plus de 450 000 couronnes suédoises (environ 55 000 dollars) ont été collectées cette année et les contributions de la part des unions locales de LO (la confédération réformiste de Suède) ainsi que de groupes de gauche sont allées croissantes.

Deux représentants de ITWA ont pris part aux cérémonies du 1<sup>er</sup> mai à Sarajevo où ils ont eu également des discussions avec le mouvement syndical bosniaque. Lors d'une rencontre de coordination à Brescia (Italie), du 24 au 26 juin, il a été décidé d'envoyer un convoi, à l'automne, aux syndicats de Sarajevo. Lors de cette rencontre, il a été décidé d'organi-

ser des campagnes spécifiques en faveur des femmes et des jeunes de Tuzla. En coopération avec d'autres groupes comme « Femmes pour les femmes » et « Etudiants pour Sarajevo », Workers'Aid prend sa place dans un mouvement de solidarité croissant en faveur d'une Bosnie multi-ethnique.

Le bureau de Workers'Aid, qui est pour l'instant situé dans l'immeuble de la SAC à Sveavägen, dans la ville de Stockholm, continuera d'être le centre de coordination internationale.

Pour plus d'information à propos des convois d'aide des travailleurs de Bosnie, contactez Workers'Aid, PO Box 6507, S-113 83 Stockholm, Suède. Tél. : 46/8/612.12.48, fax : 46/8/673.03.45. ♦

Traduit de  
SAC Newsletter n° 2-3  
(lettre d'information)

# Contrôle social : la nouvelle donne

## De la « lutte contre l'exclusion » aux référendum, l'Etat à la recherche d'un nouveau consensus

(suite de la « une »)  
que « l'on abandonne au bord de la route » !

**Le système de domination ne connaît pas l'exclusion** — Si l'on ne peut pas dire que le système social de domination capitaliste est dualiste, c'est également parce qu'il ne s'est jamais séparé et encore moins désintéressé des fractions du prolétariat dont il n'avait plus besoin directement dans le processus de production.

La stratégie politique du pouvoir est d'intégrer les « marginalités » et la misère de masse au nouveau paysage socio-économique. Par définition, les « chômeurs », « précaires », « SDF », « banlieusards », « smicards »... ne sont pas exclus de l'ordre social ! Au contraire, cet ordre est structuré pour gérer ces différents « publics » ; pour les encadrer, de nouveaux statuts sociaux ont été organisés et aménagés, avec les infrastructures et les mesures adéquates.

**La « gestion de la misère »** — Le RMI illustre parfaitement cette stratégie : il ne fut pas conçu comme un simple palliatif pour resserrer les mailles du filet de la protection sociale. Si tel avait été le cas, il aurait suffi d'aménager les conditions d'attribution de certaines allocations existantes comme l'Allocation spécifique de solidarité. La mise en place du RMI est un choix du pouvoir. Il s'agissait bien de créer un nouveau statut afin de renforcer d'autant notre division !

De la même façon et parallèlement à la casse des grands systèmes de la protection sociale, tout est fait pour développer l'action caritative. En ce moment, associations et municipalités sont en train de parfaire leur « gestion prévisionnelle » des sans-abri à sauver cet hiver. Les initiatives en direction de l'insertion pullulent : création des missions locales et des « bus jeunes » (pour les

aider face à leurs problèmes d'emploi, de logement, de santé...). Récemment, nous apprenions que des RMistes reprenaient pied grâce à une association qui les aidait à « construire leur propre maison » (une vraie petite cabane !).

Il y en aura toujours (et ils sont malheureusement nombreux) pour dire que « cela est mieux que rien », « qu'il faut bien s'occuper des pauvres » et que si nous les critiquons c'est parce que nous manquons de « cœur » ! Nous leur rétorquerons que ce n'est pas leur fausse ou sincère générosité qui changera quoi que ce soit. Dans le temps où ils se seront occupés de l'insertion de dix individus, cinquante autres viendront les remplacer. L'entraide, pour ne pas être une peine perdue, ne peut se dissocier de la lutte sociale et politique !

**Encadrement institutionnel et « coercition »** — Comme nous l'avons évoqué au début de cet article, l'une des caractéristiques de l'Etat démocratique est de tabler avant tout sur le pouvoir persuasif, sur l'assimilation par les opprimés des valeurs dominantes. C'est ce que La Boétie appela de son temps la « servitude volontaire ». Le dirigeant démocrate préfère les stratégies d'encadrement et de neutralisation aux techniques purement coercitives. Par action coercitive nous entendons le fait de donner un ordre et de sanctionner la désobéissance. C'est le schéma classique de la subordination. L'encadrement est différent, il consiste à exercer un contrôle qui canalise les individus dominés. Ce sont les barrières institutionnelle et la limitation des moyens (techniques, financiers ou autres) qui vont les forcer à faire telle chose et à ne pas faire telle autre. Bien entendu, l'autorité garde toujours à sa portée l'arme de la sanction-répression, mais comme un dernier recours, dans le cas où l'encadrement ne suffirait plus... Ce faisant, le pouvoir peut

déléguer des « autonomies » et se vanter d'accorder aux individus une (apparente) marge de liberté.

**La subsidiarité** — Dans cette logique, la subsidiarité va devenir le nouveau principe directeur du contrôle étatique. La subsidiarité peut être définie simplement : seules les décisions qu'il ne serait pas pertinent de traiter au niveau local le sont à un niveau supérieur.

Pour reprendre une expression fort parlante du directeur général de l'ANPE, Michel Bon, l'Etat se pense désormais comme le « cœur d'un réseau », composé de nombreux « partenaires » et structures de la « société civile » et non plus en acteur unique et monopoliste de la gestion politique.

La subsidiarité permet donc de vassaliser les niveaux inférieurs, tout en rompant avec les méthodes trop lentes et coûteuses du jacobinisme centralisateur. Elle a aussi l'avantage de rendre moins identifiable le « pouvoir » par la multiplication des pôles de responsabilité et de décision.

**Régionalisation et « démocratisation des institutions »** — Nous devons distinguer ici deux axes d'orientation des politiques de l'Etat. D'abord, l'adaptation des institutions et des structures administratives aux contraintes de gestion capitalistes. C'est le cas de la régionalisation. Si la région a de plus en plus de prérogatives dans les domaines des transports, de la santé, de l'école, de l'emploi et de la formation professionnelle, c'est pour ajuster étroitement les politiques économiques aux spécificités des bassins d'emploi et de production.

Ensuite, l'Etat va devoir tenir compte de plusieurs éléments, et notamment :

— la perte de légitimité de la classe politique (en raison de son « incapacité » à résoudre les problèmes du chômage, de la paupérisation...);

— le fait que la résignation et le désabusement des années 1980 cède le pas aux révoltes individuelles ou collectives ; des révoltes violentes et de caractère parfois insurrectionnel comme le notait un rapport de police lors des manifestations de marins-pêcheurs ;

— le phénomène de désyndicalisation qui prive les dirigeants d'un puissant outil de maintien de la « paix sociale »...

Ainsi, le pouvoir se voit contraint de redonner du grain à moudre en procédant à un lifting du système démocratique.

**L'idée de la « grande réforme »**

— Les discours sur la nécessité de combler le vide idéologique et l'absence de tout projet de société sont devenus omniprésents, même Pasqua déclarait, l'année dernière à « 7 sur 7 » que « seule l'utopie [permettait] aux sociétés de progresser ».

Certains faits d'actualité pourraient nous sembler anecdotiques, alors qu'ils sont en réalité très significatifs, c'est par exemple, le succès de la chanson *Foule sentimentale* (d'Alain Souchon) ou encore celui du petit « rebeu » des *Guignols de l'Info* qui veut « rêver » et qui demande à Balladur « Où est la vie ? » dans ce que le premier ministre déblatère.

Le terrain est balisé pour l'idée d'une « grande réforme » qui vise au-delà des élections présidentielles.

**Référendums et consultations à tous les étages** — Charles Pasqua a, dans son projet de loi d'aménagement du territoire, lancé l'idée d'instaurer les référendums locaux d'initiative populaire. Chirac, le 18 novembre dernier, proposait un référendum sur l'éducation. La veille (!), Balladur avançait des « propositions pour modifier les institutions », il y défendait lui aussi « l'extension de la pratique du référendum ». Jusqu'à Le Pen qui en fait également un cheval de bataille, en appelant à la création d'une VI<sup>e</sup> République.

Les consultations se multiplient : on questionne les jeunes ; on fait un comité de la jeunesse avec la caution de vedettes (Le Doc) ; on tente d'inviter l'électorat à participer à des primaires ; on crée des conseils de jeunes dans les mairies... A tout cela, il nous faut ajouter la multiplication de nouvelles émissions télévisées faisant office de forums médiatiques (« Ça se discute » ou « Che la ouate »...).

Partout, on nous invite à agir, à faire preuve de cette solidarité « dont l'Etat n'a pas pour rôle de se charger » (Michel Rocard).

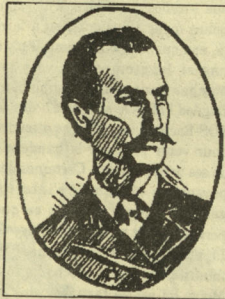
Partout, on nous répète aussi que la démocratie, si elle n'est pas parfaite, est cependant le « meilleur des mondes possibles ». Et puisqu'on ne peut la dépasser, la réforme est la seule voie possible si l'on ne veut pas tomber dans le « chaos » et... l'« anarchie » !

**En conclusion** — Cette « grande réforme » n'est peut-être qu'une pirouette de plus, qui se brisera sur le principe de réalité : les inégalités et la dégradation de nos conditions de vie. L'Etat en est conscient, et ce n'est pas un hasard s'il se dote des lois sécuritaires de Pasqua. C'est peut-être aussi la continuation d'un changement profond de nature de l'Etat et de ses stratégies de contrôle... Une mutation dont nous devons tenir compte dans nos manières d'aborder les problèmes et la question sociale. Quoi qu'il en soit, à nous de défendre et de crédibiliser, par nos luttes et nos réflexions, un projet de société, basé sur : l'égalité économique et sociale, condition *sine qua non* à toute égalité politique ; le fédéralisme, qui propose la libre association des individus et des collectivités en lieu et place de la « dictature démocratique ». ♦

RÉGIS  
(gr. Kronstadt - Lyon)

(second volet au prochain n°)

## ALBERT R. PARSONS et AUGUST SPIES



Le 4 mai 1886 se tient un meeting à Chicago. Deux orateurs anarchistes, Albert R. Parsons et August Spies, défendent la revendication de la journée de 8 heures. Les « Chevaliers du Travail » lancent en effet une grande

campagne sur cette revendication. Soudain, une bombe explose parmi les policiers, qui tirent dans la foule. Huit militants anarchistes sont arrêtés et condamnés à mort malgré leur innocence. Une campagne de solidarité ne

peut les faire libérer. Le 11 novembre, Parsons, Spies, Fisher et Engel sont pendus. Le 1<sup>er</sup> Mai devient journée internationale des travailleurs en souvenir des martyrs de Chicago.

PARIS : CONCERT DE SOUTIEN AUX INDIENNES DU CHIAPAS

# Zapata danse à Paris !



Quelques Zarmazones...

Une première pour Paris, qui semblerait se réveiller petit à petit et commencer à se mobiliser autour du problème des Indiens du Chiapas, comme en témoignent la parution du livre *Depuis les montagnes du sud-est mexicain...* (éd. L'Insomniaque), la récente visite surprise d'Ella et Amado Avendano (cf. ML n° 974) et, enfin, cette fête de solidarité avec des femmes du Chiapas organisée par un

groupe de nanas, le collectif Coatlucue (1), afin de payer le voyage de deux ou trois femmes, membres d'une coopérative d'artisanat regroupant plus de 800 Indiennes, pour pouvoir expliquer, en France et dans d'autres pays, les conditions actuelles au Chiapas.

Dans une ambiance calme, joyeuse et décontractée, de nombreux visiteurs, amis, curieux et militants de

tout poil ont pu s'informer, le samedi 26 novembre à Goumen (Paris XX<sup>e</sup>), de la situation chiapanèque grâce aux tables de presse et aux vidéos rarement montrées au public jusqu'alors (la traduction était heureusement en partie assurée en simultané, mais reste encore à faire pour de bon).

Côté musique, ce fut une belle surprise : trois groupes de nanas (Zarmazones, Maximum Kouette, Mafucage) qui dégajaient un sound et des rythmes étonnants. Ça dansait, ça discutait... et ça préparait les prochaines manifestations, car au Chiapas la lutte continue.

L'absence de débats organisés montre bien le caractère spontané et festif de cette manifestation et l'intérêt exprimé par certains d'un échange d'idées plus vif font penser que d'autres initiatives, autour du mouvement social du Chiapas, seraient les bienvenues.

Prochain rendez-vous, donc, le 8 décembre, à 18 h 30, devant l'ambassade du Mexique à Paris. 8 décembre, jour où le pouvoir mexicain prétend imposer comme gouverneur du Chiapas Eduardo Robledo, candidat du PRI ; jour où la « société civile » veut s'emparer du palais gouvernemental à Tuxtla Gutierrez (la capitale) pour instaurer un gouvernement de transition ; jour où la Convention nationale démocratique appelle à une mobilisation et à une grève civile nationale contre les élections frauduleuses ; jour qui, si le pouvoir parvient à ses fins, signifie pour l'armée zapatiste « la guerre ».

KIRAKI et BÉLIAL

(1) Collectif Coatlucue c/o PADI, BP 232, 75624 Paris cedex 13.

## Ciné sélection

### « Bab El-Oued City » de Merzak Allouache

*Bab El-Oued City* a été réalisé dans l'urgence et dans des conditions à la fois pénibles et dangereuses : dans les rues d'Alger de 1993, la terreur règne et il ne fait pas bon être saltimbanque. De cette situation de quasi guerre civile, le film porte évidemment les stigmates et quelques scories formelles bien mineures. Car, jamais comme dans *Bab El-Oued City*, la question de la forme ne paraît aussi secondaire.

Pour défendre le film, on pourrait en appeler au fond, évoquer la gravité et le courage du propos : dénoncer la montée de l'obscurantisme en Algérie, c'est assurément faire œuvre de salut public. Certes et deux plans de Saïd se faisant, dans l'intimité de la salle de bain, les yeux au khôl suffisent à la fois à dénoncer l'hypocrisie et la duplicité du petit chef du FIS et à dire l'existence chez lui d'une fêlure intérieure.

Mais le plus important n'est pas dans cette dénonciation, il se situe précisément dans l'impérieuse nécessité à l'origine de l'urgence qui a poussé Merzak Allouache à atteindre l'essentiel : dans *Bab El-Oued City*, les personnages existent car la vie n'est jamais occultée par le discours. Ses personnages ressemblent à ceux d'*Omar Gatlato*, son premier film qui disait déjà la misère matérielle et affective du petit peuple de Bab El-Oued. Seulement, en 1976, on pouvait encore en rire... Aujourd'hui, les Algérois survivent dans la douleur, mais les personnages de Merzak Allouache n'en deviennent pas pour autant des archétypes ou des caricatures. Même si Saïd échappe au grossissement du trait, quelques notations rapides lui sont consacrées afin de permettre de comprendre son histoire. L'épisode du Pied-noir faisant visiter Alger à sa vieille tante aveugle en lui mentant systématiquement sur la réalité remplit plusieurs fonctions : cet humour sur soi fait sourire et dit la santé des Algérois qui gardent encore la force de rire d'eux-mêmes ; dans le même temps, l'épisode permet de montrer le décalage entre le rêve d'une Algérie réconciliée (le Pied-noir était le voisin de la mère de Saïd qui l'accueille chaleureusement) et la réalité. D'une part, Alger ne correspond rien à la description, d'autre part, Saïd et ses séides du FIS interdisent désormais à tous les impies les rues d'Alger sous peine de mort... Même la Méditerranée, sur laquelle Alger est entièrement ouverte, est devenue, dans *Bab El-Oued City*, une barrière qui emprisonne (hostile, elle est froide, elle pue et elle semble même avoir avalé le haut-parleur qui est à l'origine du conflit) et au-delà de laquelle les plus chanceux peuvent trouver refuge.

Ce qui touche profondément, c'est cette part d'humanité que les personnages du film arrivent à incarner. En cela, à travers l'affirmation de l'universel et de l'unique qui constituent chaque individu, homme ou femme, Merzak Allouache fait œuvre à la fois de cinéaste à l'instar des plus grands et œuvre politique au sens le plus fort du terme... Car ces personnes irréductibles à toutes mutilations idéologiques dévient par leur simple existence tous les projets intégristes. C'est au fond une raison d'espérer ! ♦

MATO-TOPÉ

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.

le monde  
libertaire

Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

### Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays .....

A partir du n° ..... (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

**THÉÂTRE CLAVEL**  
3, rue Clavel (M<sup>o</sup> Pyrénées)  
75019 PARIS  
Réservation : 43.84.70.04  
**MARÉN BERG**  
lundi 12 décembre - 20 h 30  
Entrée : 80 et 100 F

**THÉÂTRE DE NESLE**  
8, rue de Nesle (M<sup>o</sup> Odéon)  
75006 PARIS  
Réservation : 40.31.79.18  
**SABINE VIRET**  
samedi 10 décembre - 22 h  
Entrée : 80 F (réduction : 60 F)  
et  
**ALAIN AURENCHÉ**  
lundi 12 décembre - 20 h 30  
Entrée : 80 F

Peinture, sculpture...

**EXPOSITION**  
« AB IRATO »  
jusqu'au  
samedi 24 décembre  
avec

STÉPHANE GOARNISSON  
REINALDO  
BENOIST  
BARTHÉLÉMY SCHWARTZ

**LIBRAIRIE**  
DU  
**MONDE LIBERTAIRE**  
145, rue Amelot  
(M<sup>o</sup> Oberkampf)  
75011 PARIS

**Radio Libertaire (89.4)**  
« La Mémoire sociale »  
lundi de 19 h 30 à 21 h  
A partir du 12 décembre :  
histoire de l'anarchisme (idées,  
personnages marquants et  
événements influencés par le  
mouvement libertaire).

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

L'ÉCOLE, PREMIER ROUAGE DE L'ENGRENAGE CAPITALISTE

## « L'éducation doit avoir comme finalité l'épanouissement et non la rentabilité »

**A**RNOULD CLAUSE, dans son important essai *Introduction à l'Histoire de l'éducation*, développait la thèse selon laquelle chaque système d'éducation, aussi absurde paraîtrait-il, est en fin de compte rationnel par rapport aux objectifs que peut se donner une société. C'est ce point de vue, nous semble-t-il, qu'il est intéressant de poursuivre. De plus, une étude attentive de l'enseignement actuel (1) ne peut que nous amener à être d'accord avec Célestin Freinet lorsqu'il écrit : « *L'école actuelle est fille et servante du capitalisme* » (2). En effet, la logique suivie par l'Éducation nationale puise sa substance idéologique chez Jean-Jacques Rousseau. Pour celui-ci, l'instruction doit se limiter à son utilité par rapport aux besoins de la communauté. Rousseau poursuit de

façon très linéaire sa réflexion au sujet du contrat social. D'après ce contrat, l'individu est soumis dès sa naissance à une finalité, celle du citoyen redevable à la société qui lui pré-existe. Ainsi, actuellement, l'enseignement varie avec les prévisions d'emplois à moyen et à court terme (3). Même l'université, jadis indépendante, n'échappe plus à cette logique (cf. le projet de réforme de la recherche par Fillon).

Les connaissances instruites dans nos écoles n'existent qu'en et pour elles-mêmes. C'est de l'anti-Montaigne pur ! Une tête bien pleine et non bien faite. Ainsi, elles s'acquiescent par domaines séparés (mathématiques, physique, philosophie [4]...) et dans un pur style déductiviste, ne laissant peu, voire pas du tout, de place à une réflexion individuelle. De plus, l'école

est une machine qui ne fonctionne que sur les bases de la hiérarchie, de la centralisation (nationale ou régionale), de la bureaucratie, de l'autorité. Il en découle une évaluation très adaptée au mode de fonctionnement de notre enseignement, il s'agit de l'évaluation dite sommative (examens, concours). Elle est externe à l'individu puisque formulée par les professeurs, responsables... Elle cherche à déterminer le degré de réussite en référence à des critères bien établis. Elle permet la sélection, la concurrence et l'atomisation des individus. De plus, sur le champ réflexif, les professeurs ne demandent aux étudiants qu'une chose : appliquer une méthode toute faite. Comme l'écrit Noam Chomsky : « *On est condamné à répéter l'acquis* ». L'école, de par l'idéologie et son

fonctionnement, transforme la connaissance en un bien de consommation, une marchandise. De ce fait, elle la soumet à la loi économique de la rareté. Elle reproduit ainsi très fidèlement les inégalités, les clivages sociaux qui existent dans notre société. Bien plus, puisqu'elle produit elle-même sa population d'exclus. Paraphrasant Albert Jacquard (5), nous pouvons dire que l'école est à la fois une conséquence de notre système social et une cause de son enlèvement dans la violence (inter-individuelle et inter-groupe).

### Pour un enseignement non utilitaire

Mais à cette école, et plus généralement à cette société, nous lui opposons une toute autre logique. Tout d'abord, nous rejetons la conception utilitaire d'un enseignement pragmatique à finalité immédiate. L'enseignement en particulier et l'éducation en général doivent amener l'individu à se construire un « moi-connaissant », maître de son savoir ; un savoir structuré et réfléchi. Un savoir structuré car l'enseignement est un outil d'accès à la connaissance. L'école doit non seulement apporter l'information-structure, celle qui met en forme chaque niveau d'organisation, mais aussi l'information-circulante, c'est-à-dire qui circule d'un niveau d'organisation à un autre et permet la cohérence de l'ensemble des systèmes. Un savoir réfléchi, basé sur l'initiative (exposés, travaux en groupes [6]), et la prise de conscience (recherche heuristique [7]), voire zététique (8), méthode expérimentale par « preuves et réfutations », enseignement dépourvu de tout dogme... L'enseignement doit donc favoriser l'expression des deux, celui de gauche (celui de l'analyse séquentielle, du langage, des mathématiques...) comme celui

de droite (celui des synthèses, globalisantes, de l'imagination, de la création...). Il s'agit donc d'amener l'individu à devenir un être imaginaire, capable de créer de l'information, et non plus seulement un être productif. De ce fait, nous rejetons tout le système hiérarchique (à quel niveau que ce soit), basé sur l'exclusion de beaucoup pour la réussite d'une minorité (la noblesse d'État). A l'évaluation sommative, nous opposons donc une évaluation dite formative. Il s'agit d'une toute autre logique. Elle ne cherche pas à savoir si un individu est conforme à un modèle ou s'il a le niveau requis, mais a pour fonction de l'accompagner dans sa formation. Il ne s'agit donc plus du tout d'une évaluation-sanction. D'autant plus qu'elle s'établit avec les différents protagonistes (formateurs-élèves).

Des expériences qui vont dans notre sens ont ou continuent d'exister (La Roche et Cempuis au XIX<sup>e</sup> siècle, Freinet, Montessu, Ferrer, A.S. Neill, le lycée expérimental de Saint-Nazaire, le lycée autogéré de Paris, Bonaventure...). Mais il ne s'agit là que d'alternatives encore quelque peu isolées. ♦

**BATKO** (gr. Milly-Witkop - Nantes)  
(extrait de « On a toujours raison de se révolter »,  
édité par le SCALP-Nantes  
et Virus Mutinerie)

(1) Voir *Une société sans école*, I. Illitch, Le Seuil, 1971. *L'école capitaliste en France*, C. Baudelot et R. Estabiet, éditions Maspéro, 1973. *La reproduction...*, Bourdieu et Passeron, éditions de Minuit, 1979.

(2) *Vers l'école du prolétariat*, C. Freinet, Partisan, pédagogie Maspéro, 1971.

(3) Si le passage est un peu abrupt, ceci n'est dû qu'au manque de place. Pour plus de renseignements cf. *La naissance du citoyen*, Catherine Kintzier.

(4) Au sujet de la séparation maths, philo, histoire, lire l'excellent *Preuves et réfutations*, essai sur la logique de la recherche en mathématique par Irène Lakakos ou l'avant-propos de Maurice Loi dans *Penser les maths*.

(5) *Un monde sans prisons ?*, Albert Jacquard, Point Virgule.

(6) Un excellent travail a été fait au lycée expérimental d'Oslo à ce sujet. Cf. *Un lycée aux lycéens* de Jorgensen, édition Cerf.

(7) Heuristique : discipline qui se propose de dégager les règles de la recherche scientifique et de la découvrir (Larousse).

(8) Zététique : ici pris au sens de philosophie du doute, lire *Le Paranormal* par Henri Broch.

### CALENDRIER « ITINÉRAIRE » 1995

(4 pages 21x29,7, en deux couleurs)

20 Francs

(+ 6,70 F de frais de port)

en vente à la librairie du Monde Libertaire ou à « ITINÉRAIRE »  
1 bis, rue Emile  
77500 CHELLES

## Associations

### PARIS : CAMPAGNE « AMAZONIA POR LA VIDA »

Le samedi 10 décembre, dans le cadre de la Journée des droits de l'Homme et de l'ouverture de la décennie des peuples autochtones, une manifestation de protestation contre les abus des multinationales en Amazonie est prévue devant l'ambassade d'Équateur, 34, avenue de Messine, 75008 Paris, à 14 h 30, ensuite une conférence aura lieu au Centre Chaillot-Galliéra, 28, avenue George V, 75008 Paris, à 20 h 30.  
« Amazonia por la vida » c/o Solidarité, BP 52, rue Châteauneuf-du-Roi, 81602 Gaillac cedex. Tél. : 63.41.01.14.

### LA ROCHE-SUR-YON : CONFÉRENCE SUR LE TRAVAIL ET LE CHÔMAGE

Charles Lorient, président du Mouvement pour l'autogestion distributive, a été invité par « A C 1 - 85 » à exposer les vues du MAD en matière de mutations technologiques, leurs conséquences sur l'emploi et les solutions à apporter, le samedi 10 décembre, de 15 h à 19 h, en salle n° 3 de la Bourse du Travail, 10, boulevard Louis-Blanc. Entrée : 20 F (gratuit pour les chômeurs).

### PARIS : RÉUNION-DÉBAT DE L'UNION DES ANARCHISTES SUR LE 11 NOVEMBRE ANTIMILITARISTE EN VALLÉE D'ASPE (RAPPEL)

L'Union régionale parisienne de l'UA organise une réunion-débat sur les enseignements à tirer des 11, 12 et 13 novembre 1994 en vallée d'Aspe, le lundi 12 décembre, à 19 h 30, au siège de la Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques (M° Luxembourg), 75005 Paris.

### SARRE-UNION : « L'HUMANITAIRE EN QUESTION » CHEZ BAGAUDES

Une conférence-débat, ayant pour thème « L'Humanitaire en question », se déroulera le mardi 13 décembre, à 20h, à la librairie associative Bagaudes, 5, Grand'Rue, 67260 Sarre-Union. Tél./fax : 88.00.32.76. Des membres du collectif libertaire Ne Plus Subir de Moselle-Bas-Rhin participeront à l'animation du débat.

### NÎMES : « EMERGENCES » ET LES LOIS PASQUA

L'émission « Emergences » (chaque mardi, de 19 h 30 à 20 h, sur 102 FM) organise une soirée d'information et de débat sur les lois Pasqua, le vendredi 16 décembre, à 20 h 30, au local de l'APTIL, 8, boulevard Sergent-Triaire (près de la gare). Interviendront : Maître Otan et un représentant du Collectif contre l'implantation du centre de rétention d'Aniane. La librairie du Monde Libertaire y aura une table de presse. Entrée libre.

### PARIS : CONFÉRENCE DE « DÉFENSE DE L'HOMME »

« Objection de conscience électorale... Refus de coopérer... Poids politique des grèves gestionnaires », voici les thèmes de la soirée « Défense de l'Homme » qui sera animée, le lundi 19 décembre, de 19 h 30 à 22 h 30, par Serge Livrozet, militant FA, animateur de l'émission « Humeurs Noires » sur Radio Libertaire et auteur du livre *La Dictature démocratique*, au siège de la Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques (métro Luxembourg), 75005 Paris.

### LAVAVEIX-LES-MINES (CREUSE) :

#### « LE TEMPS DES NOYAUX »

Revue d'expression creusoise, de tendance libertaire, *Le Temps des noyaux* n° 1 (36 pages) vient de sortir. Prix : 15 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Yves Caron.  
« Le Temps des noyaux », BP 8, 23150 Lavaveix-les-Mines.

### LILLE : PLAQUETTE CCL BENOÎT-BROUTCHOUX

Le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux vient de sortir sa nouvelle plaquette de présentation (8 pages). Y sont exposés le fonctionnement, les orientations et les activités du CCL, ainsi que des organisations qui en sont membres (FA, Aktion, CNT, Zon'Art et Flamands Roses). Ce dépliant est disponible gratuitement (pour information personnelle et/ou diffusion militante), en écrivant au CCL, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille. Tél./fax/répondeur : 20.47.62.65.

## SOMMAIRE

Page 1 : Pour une Algérie sans tyrans (suite p. 5), Contrôle social : la nouvelle donne (suite p. 6).  
Page 2 : L'individualisme anarchiste (suite p. 3).  
Page 3 : L'individualisme anarchiste (suite de p. 2), A la petite semaine : Le naguidechavanne, Rendez-vous.  
Page 4 : Les femmes dans la tourmente.  
Page 5 : Pour une Algérie sans tyrans (suite de la « une »),

Entraide ouvrière de la SAC avec l'ex-Yougoslavie, Manif de soutien au peuple algérien : un après-midi à facettes.  
Page 6 : Contrôle social : la nouvelle donne (suite de la « une »).  
Page 7 : Zapata danse à Paris, « Bab El-Oued City » de Merzak Allouache.  
Page 8 : « L'éducation doit avoir comme finalité l'épanouissement et non la rentabilité », Associations.